



King's Research Portal

Document Version
Peer reviewed version

[Link to publication record in King's Research Portal](#)

Citation for published version (APA):

Rowe, M. (Accepted/In press). Un empereur pour l'Europe ? La monarchie de Napoléon et l'intégration du Grand Empire. *Revue de l'Institut Napoléon*.

Citing this paper

Please note that where the full-text provided on King's Research Portal is the Author Accepted Manuscript or Post-Print version this may differ from the final Published version. If citing, it is advised that you check and use the publisher's definitive version for pagination, volume/issue, and date of publication details. And where the final published version is provided on the Research Portal, if citing you are again advised to check the publisher's website for any subsequent corrections.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the Research Portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognize and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the Research Portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the Research Portal

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact librarypure@kcl.ac.uk providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Un empereur pour l'Europe ? La monarchie de Napoléon et l'intégration du Grand Empire

Dans l'imaginaire collectif, l'impératrice Marie-Louise d'Autriche, seconde épouse de Napoléon, reste largement dans l'ombre de la première, Joséphine. Une grande part de cette asymétrie dans la littérature spécialisée peut s'expliquer par la relation souvent tumultueuse qu'entretenaient Napoléon et Joséphine. À la différence du second, le premier mariage de l'empereur fut en effet marqué par des scandales qui forcèrent l'intérêt. Alors que Joséphine était dotée d'un grand charisme qui lui attirait les faveurs du public, le caractère introverti de Marie-Louise lui donnait l'image d'une personne hautaine, suscitant l'indifférence générale. À un niveau plus profond, le règne de Marie-Louise en tant qu'impératrice consort coïncida avec une période de déclin et de défaite pour la France ; Joséphine, elle, partagea l'extraordinaire ascension de Napoléon, qui avait vécu jusque-là dans une relative obscurité. L'alliance de Napoléon avec les Habsbourg fut ternie par les aspects moins glorieux des dernières années de son Empire, tels que son autoritarisme, sa mégalomanie et la crise économique. Le nom de « Marie-Louise » donné aux jeunes conscrits obligés de combattre dans les ultimes campagnes désespérées de Napoléon montre combien la nouvelle impératrice fut associée aux conditions désastreuses dans lesquelles finit par se retrouver la France¹.

¹ Ce relatif désintérêt transparait dans le titre de l'un des rares ouvrages spécialisés consacrés à l'impératrice : Geneviève Chastenet, *Marie-Louise : l'impératrice oubliée*, Paris, Lattès, 1983. Concernant l'idée que l'empire de Napoléon était déjà sur le déclin en 1810, voir : Jacques Bernet et Emmanuel Cherrier (dir.), *1807 : apogée de l'empire*, Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 2009. Concernant l'argument selon lequel l'année

Tous ces facteurs expliquent pourquoi Marie-Louise ne sut capter l'imagination du public français. Sa vie et son sort engendrèrent des réactions tout aussi tièdes en Europe centrale germanophone, d'où elle était originaire. Si elle fut brièvement célébrée comme princesse « allemande » en 1810, cette identité nationale embryonnaire fut associée à la Prusse après la chute de Napoléon et reformulée en termes masculins². Cette version borussienne genrée du passé domina longtemps l'historiographie allemande ; quand elle céda la place, ce fut non pas au profit des Autrichiens ou des Habsbourg, mais bien à celui des États allemands plus modestes collectivement désignés sous le nom de « tierce Allemagne ». De toutes les grandes puissances protagonistes des guerres napoléoniennes, c'est en effet l'Autriche qui laissa l'empreinte la plus faible, tant dans les études d'historiens que dans les mémoires au sens large. Du fait de son développement après 1815, l'Autriche n'opéra pas la même fabrication de mythe national à la faveur de laquelle, dans d'autres pays, certains épisodes de la période napoléonienne furent définis comme événements constitutifs de leur histoire nationale³.

1810, y compris le mariage habsbourgeois, marqua le début de la fin, voir : Thierry Lentz (dir.), *1810, le tournant de l'Empire : actes du colloque des 8 et 9 juin 2010*, Paris, Nouveau monde éd. Fondation Napoléon, 2010. Concernant l'évolution de l'opinion publique française à l'époque de l'Empire napoléonien, y compris sa régression vers la fin, voir : Natalie Petiteau, *Les Français et l'Empire, 1799-1815*, Paris, La Boutique de l'Histoire – Éditions universitaires d'Avignon, 2008.

² Concernant le développement de cette vision genrée de l'identité nationale allemande, voir : Karen Hagemann, *Revisiting Prussia's Wars Against Napoleon: History, Culture and Memory*, New York, Cambridge University Press, 2015.

³ Pour un examen de l'état de l'historiographie allemande à la fin des années 1980, voir : Hans Schmidt, « Napoleon in der deutschen Geschichtsschreibung: Ludwig Litzenburger zum 80. Geburtstag dankbar gewidmet », *Francia*, 1986, t. 14, p. 530-560.

Sous une forme nécessairement concise, le présent article cherche à redresser ce déséquilibre historiographique. Il se concentre à cette fin sur l'extraordinaire union, en 1810, entre l'« usurpateur corse » et une représentante de la dynastie la plus distinguée d'Europe. En s'aidant d'une sélection de sources contemporaines, y compris de publications officielles, de correspondance, de mémoires et de rapports de police, il examine ce mariage dans le contexte de l'époque plutôt que sous une perspective ultérieure. En dépit des signes de fragilité et de faiblesse perçus par les opposants plus observateurs de Napoléon, l'Empire français semblait relativement inexpugnable en 1810. Dans ce contexte, les noces entre Napoléon et une Habsbourg furent largement interprétées comme annonciatrices d'un nouvel ordre vraisemblablement appelé à durer, même si la teneur précise de cet ordre, notamment sur les plans idéologique, territorial et géopolitique, donnait matière à débat. Cet article examine les implications du mariage, y compris à Paris, capitale napoléonienne, et dans les territoires récemment annexés à l'Empire napoléonien. Ce faisant, nous espérons éclairer la question de savoir si et comment le mariage avec une Habsbourg a pu favoriser l'intégration de l'Empire, tant au niveau interne qu'au sein de l'ordre européen plus vaste.

Braunau am Inn, 16 mars 1810

Braunau am Inn est aujourd'hui surtout connue comme le lieu où naquit Adolf Hitler en 1889. En 1810, Braunau fut cependant le théâtre d'un autre événement historique de grande importance : le jour où l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche devint épouse de Napoléon. À l'époque, la ville se trouvait du côté bavarois plutôt qu'autrichien de la frontière, et donc sur le territoire étendu du Grand Empire napoléonien. Son histoire

récente reflétait à bien des égards la houleuse relation triangulaire entre l'Autriche, la Bavière et la France. Durant la guerre de Succession d'Espagne (1701-1714), Braunau s'était trouvée au cœur d'un soulèvement populaire contre l'occupation austro-habsbourgeoise de la Bavière, consécutive à l'alliance de l'électorat de Bavière avec la France de Louis XIV⁴. Dans la suite du XVIII^e siècle, la Bavière céda Braunau à l'Autriche, la population de la ville semblant s'adapter au règne des Habsbourg. La ville fut occupée par les troupes françaises lors de la guerre de Napoléon avec l'Autriche en 1805 (dite guerre de la Troisième Coalition) et connut l'année suivante l'un des plus sombres épisodes de l'histoire de cette période : l'exécution sommaire, sur ordre de Napoléon, de Johann Philipp Palm. Palm était propriétaire d'une librairie à Nuremberg, ville impériale récemment annexée à la Bavière à la faveur de la reconfiguration générale de l'Ouest et du Sud de l'Allemagne par Napoléon. L'hégémonie napoléonienne en Allemagne, et surtout les abus et tourments infligés par ses troupes à la population, inspira à cette époque une série de pamphlets particulièrement virulents envers l'armée française et son chef. L'un d'eux, intitulé *Deutschland in seiner tiefen Erniedrigung* (« L'Allemagne dans sa profonde humiliation »), avait été publié (et, ainsi qu'on l'apprendrait plus tard, rédigé) avec le concours de Palm. Napoléon, alors particulièrement soucieux de l'état de l'opinion publique allemande, ordonna que des mesures exemplaires soient prises. Palm fut rapidement arrêté, transféré à Braunau – où la France maintenait une garnison –, jugé et condamné par un tribunal militaire, puis fusillé par un peloton d'exécution le 26 août 1806. La nouvelle de l'exécution se répandit dans le

⁴ Stephan Deutinger, « Das "Braunauer Parlament" im bayerischen Bauernaufstand 1705/06 », *Zeitschrift für Bayerische Landesgeschichte*, 2018, t. 81, p. 47–70.

monde entier, élevant Palm au rang de martyr et scellant la réputation de tyran qui collait de plus en plus à Napoléon⁵.

Une autre guerre opposa encore la France et l'Autriche entre le meurtre judiciaire du malheureux Palm à Braunau et la métamorphose de Marie-Louise au même endroit en 1810 : la guerre de la Cinquième Coalition, qui éclata en 1809 et prit fin avec le traité de Schönbrunn conclu entre Napoléon et l'empereur autrichien François I^{er} le 14 octobre de la même année. L'article III de ce traité imposait aux Habsbourg la cession de toute une série de territoires et notamment de l'Innviertel, dans la province de Haute-Autriche, où se trouvait Braunau. La ville repassa donc une nouvelle fois à la Bavière, dont le nouveau roi Maximilien I^{er} Joseph était l'un des plus sûrs alliés de Napoléon. Sur le plan territorial, c'est au sein de cet État que Braunau accueillit Marie-Louise et sa suite en mars 1810⁶.

⁵ Johann Philipp Palm, *Deutschland in seiner tiefen Erniedrigung*, Nuremberg, Stein, 1806. Le procès et l'exécution de Palm devinrent une sorte de cause célèbre à l'époque et au sortir des guerres napoléoniennes. Son histoire fit l'objet de diverses publications nationalistes et francophobes allemandes, surtout, aux XIX^e et XX^e siècles. Citons par exemple, par ordre chronologique : Julius Soden, *Johann Philipp Palm, Buchhändler zu Nürnberg, auf Napoleons Befehl hingerichtet zu Braunau, den 26sten August 1806. Ein Beitrag zur Geschichte des letztern Jahrzehnds. Der theilnehmenden Menschheit ... gewidmet von der Palmischen Familie*, Nuremberg, Stein, 1814 ; Philipp Horbach, *Deutsche Opfer französischer Gwalt Herrschaft*, Leipzig, Th. Weicher, 1925 ; Hermann Thimmermann, *Erschossen in Braunau: das tragische schicksal des ritterlichen verlagsbuchhändlers Johann Philipp Palm aus Nürnberg*, Munich, Knorr, 1933 ; Franz Bauer, *Der Rebell von Nürnberg: die Tat des Buchhändlers Johann Philipp Palm*, Stuttgart, Gundert, 1945. Pour une étude plus récente, voir : Bernt Ture von Zur Mühlen, *Napoleons Justizmord am deutschen Buchhändler Johann Philipp Palm*, Francfort-sur-le-Main, Bramann, 2003 ; Michel Kerautret, *Un crime d'état sous l'Empire : l'affaire Palm*, Paris, Vendémiaire, 2015. Pour le contexte plus vaste des relations entre Allemands et Français durant cette période, voir : Jacques-Olivier Boudon, Gabriele B. Clemens et Pierre Horn (dir.), *Erbfeinde im Empire? Franzosen und Deutsche im Zeitalter Napoleons*, Ostfildern, Jan Thorbecke, 2016.

⁶ Il existe une littérature secondaire substantielle sur les relations internationales pendant la période napoléonienne. Pour l'une des meilleures études, voir : Paul W. Schroeder, *The Transformation of European politics 1763-1848*, Oxford, Clarendon Press, 1994. Quoiqu'offrant une interprétation très différente de celle de Schroeder, divers ouvrages de

Marie-Louise arriva dans la région de Braunau le 16 mars, cinq jours après avoir épousé Napoléon par procuration à l'*Augustinerkirche* de Vienne. En pareille situation, les mariages étaient célébrés par procuration de manière à ce que la princesse puisse voyager dans les conditions voulues par son nouveau rang⁷. C'est cependant à Braunau que la fille de l'empereur autrichien, âgée de dix-huit ans, se dépouilla réellement de son identité précédente pour adopter la nouvelle lors d'une cérémonie baroque quelque peu incongrue dans un contexte post-Révolution française. La cérémonie se déroula en grande partie dans un pavillon provisoire érigé à la hâte juste avant l'arrivée de Marie-Louise. Établie non loin de Braunau, dans le village de Sankt Peter am Hart, la baraque était divisée en trois pièces et dotée de deux portes extérieures : l'une orientée à l'ouest, vers Braunau, et menant à la pièce constituant le territoire français ; l'autre orientée à l'est, en direction d'Altheim – où l'archiduchesse avait achevé son voyage depuis Vienne – et menant directement à la pièce autrichienne. La salle du milieu représentait une zone neutre et contenait un trône pour

Thierry Lentz sont tout aussi essentiels, notamment : Thierry Lentz, *Nouvelle histoire du Premier Empire*, t. 3, *La France et l'Europe de Napoléon, 1804-1814*, Paris, Fayard, 2007 ; id., *Napoléon diplomate*, Paris, CNRS Éditions, 2012. Concernant la guerre de 1809 entre la France et l'Autriche, notamment et surtout la contribution des États de la confédération du Rhin à la victoire de Napoléon, voir : John H. Gill, *With Eagles to Glory: Napoleon and his German allies in the 1809 campaign*, Londres, Greenhill, 1992. Concernant l'occupation de Vienne par Napoléon, qui poussa Marie-Louise et d'autres membres de la famille impériale à fuir en Hongrie, voir : Robert Ouvrard, *1809, les Français à Vienne : chronique d'une occupation*, Paris, Nouveau monde éd. Fondation Napoléon, 2009. Le texte du traité de Schönbrunn est consultable sur le site internet <https://www.napoleon.org/histoire-des-2-empires/articles/document-traite-de-paix-de-vienne-14-octobre-1809/> (dernier accès : 16 juillet 2019).

⁷ C'est l'un des maréchaux de Napoléon, Louis-Alexandre Berthier, qui représenta ce dernier au mariage par procuration à Vienne. Le fait qu'il venait tout juste de recevoir de l'empereur le titre de « prince de Wagram », du nom de la récente bataille contre les Autrichiens, ne fait que confirmer l'incongruité de l'événement. Pour plus de détails sur Berthier, qui épousa lui-même une représentante d'une dynastie allemande (une branche des Wittelsbach), voir : Frédéric Hulot, *Le maréchal Berthier*, Paris, Pygmalion, 2007.

Marie-Louise ainsi qu'une table où les documents de « remise » seraient signés par les commissaires autrichien et français⁸.

Ce jour-là, Marie-Louise arriva à Altheim vers 11 heures du matin, après trois heures de voyage depuis Ried. Elle se défit de ses habits de voyage, revêtit la robe de cour autrichienne et entra dans le pavillon à 14 heures, où elle se changea à nouveau pour endosser une robe somptueuse apportée de Paris. Après s'être reposée un moment, elle entra dans la partie « neutre » du pavillon, où le maître des cérémonies autrichien la présenta à la délégation française. Le « transfert » à proprement parler de Marie-Louise de la cour autrichienne à la cour française fut conclu par l'échange de documents entre Ferdinand von Trauttmansdorff et Louis-Alexandre Berthier, respectivement commissaires autrichien et français. Les formalités juridiques à présent accomplies, le moment vint pour les membres du cortège de Marie-Louise de prendre congé d'elle, ce qu'ils firent dans le respect des strictes règles de préséance. C'est sur ce moment précis de la cérémonie que se focalisent la plupart des images et récits contemporains des événements de Braunau, s'étalant sur l'aspect sentimental plutôt que formel des choses et mettant particulièrement en avant le coût émotionnel de cette union pour Marie-Louise. Ainsi peut-on lire dans plusieurs comptes rendus officiels que cette dernière ne sut retenir ses larmes quand elle dut faire ses adieux à ses dames d'honneur l'ayant accompagnée depuis Vienne et que son

⁸ Pour une description contemporaine du pavillon et des arrangements cérémoniels plus généralement, voir : *Fêtes du mariage de S. M. Empereur Napoléon-le-Grand avec la princesse Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche*, Paris, Barba, 1810. Ce récit anonyme des multiples cérémonies associées au mariage débute par la séance extraordinaire du Sénat français du 27 février 1810, lors de laquelle il fut formellement annoncé que Napoléon avait dépêché un ambassadeur spécial à Vienne pour demander la main de l'archiduchesse Marie-Louise. Il se clôture sur les festivités variées qui se tinrent à Paris après que le mariage religieux final fut scellé le 2 avril 1810 au Salon carré du Louvre. La partie consacrée aux événements de Braunau se trouve aux pages 29 à 35.

émotion était partagée par les Français témoins de la scène⁹. Après les adieux, Marie-Louise fut remise à sa nouvelle famille française et la sœur de Napoléon, Caroline (reine de Naples), fit son entrée dans le pavillon pour l'embrasser « avec tendresse ». Marie-Louise et son cortège français quittèrent alors le pavillon pour Braunau, où elle fut accueillie par des dignitaires, des troupes en ordre de bataille et des salves d'honneur et où elle passa la nuit avant de partir pour Munich puis pour la France le lendemain¹⁰. Ce que Marie-Louise venait d'achever constituait en réalité une procédure bien rodée. Sa grand-tante Marie-Antoinette avait accompli une cérémonie similaire quarante ans plus tôt, qui avait précisément servi de modèle à celle de 1810. Les deux situations présentaient également une certaine symétrie en ce que, en 1770, le cortège ayant accompagné Marie-Antoinette lors de son départ pour la France était emmené par la comtesse de Trauttmansdorff d'alors. En revanche, la cérémonie de « désaustrification » de 1770 n'avait pas eu lieu à Braunau, alors très éloignée de la zone d'influence française, mais sur une île au milieu du Rhin, près de Kehl. Marie-Josèphe de Saxe, épouse du père de Louis XVI puis héritière présomptive, avait été remise aux Français au même endroit lors d'une cérémonie similaire vingt-trois ans plus tôt¹¹. Le choix d'organiser la cérémonie à Braunau était à la fois le reflet et le symbole de l'extension massive du pouvoir français qui s'était entre-temps opérée vers l'est.

Réactions françaises au mariage de Napoléon et Marie-Louise d'Autriche

⁹ Les adieux entre Marie-Louise et son cortège autrichien inspirèrent nombre d'artistes et d'écrivains. Voir par exemple l'estampe « Les Adieux du prince de Trauttmansdorff à S. M. l'Impératrice Marie-Louise d'Autriche », publiée à Paris par Basset, ainsi que le tableau nettement plus grandiose de Johann Nepomuk Hoechle peint en 1813-1814 et appartenant aujourd'hui au Kunsthistorisches Museum de Vienne.

¹⁰ *Fêtes du mariage*, p. 29-35.

¹¹ Concernant les cérémonies de mariage de Marie-Antoinette, voir : Antonia Fraser, *Marie Antoinette*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2001, p. 39-58.

Sur le plan cérémoniel, les noces de Napoléon et Marie-Louise en 1810 ne furent pas sans rappeler le côté ostentatoire des arrangements matrimoniaux dynastiques de l’Ancien Régime – un aspect qui, parce qu’il menaçait d’exacerber les fractures héritées de la Révolution subsistant sous le régime napoléonien, eut des effets sur la politique intérieure française. Ces tensions apparaissent clairement dans les rapports quotidiens rédigés par Joseph Fouché, ministre de la Police de Napoléon. Si ceux-ci constituent une précieuse source d’informations concernant l’état de l’opinion publique à Paris et en province, il convient néanmoins de les manier avec circonspection. On pourrait les prendre pour ce qu’ils sont, à savoir un reflet assez fidèle de l’état d’esprit populaire. Après tout, Napoléon disposait d’autres sources d’information ; en donnant des indications délibérément et démesurément trompeuses, Fouché aurait risqué son propre poste. Dans le même temps, Fouché écrivait sous l’angle de vue d’un ancien jacobin lourdement impliqué dans certains des pires crimes commis sous la Terreur. Comme tous ceux au parcours similaire, il vivait dans la crainte de l’une ou l’autre forme de restauration royaliste qui, à tout le moins, sonnerait le glas de leur carrière politique et les pousserait à l’exil. C’est dans cet esprit qu’il convient de lire les rapports de Fouché, ce que fit indubitablement Napoléon lui-même. Ils reflétaient les réactions de la faction républicaine autant qu’ils communiquaient à l’empereur les craintes de cette dernière face aux conséquences du mariage autrichien¹².

À la lecture des bulletins quotidiens de Fouché, il apparaît immédiatement que la victoire de Napoléon sur l’Autriche en 1809 avait déjà fait naître des rumeurs d’un mariage avec une

¹² Concernant le fameux ministre de la Police napoléonien, voir : Jean Tulard, *Joseph Fouché*, Paris, Fayard, 1998 ; Emmanuel de Waresquiel, *Fouché : les silences de la pieuvre*, Paris, Fayard, 2014.

Habsbourg, bien avant qu'un quelconque arrangement de ce genre fût convenu. Le bulletin du 20 novembre 1809, par exemple, qui portait sur l'opinion publique à Paris, rapportait la rumeur d'un mariage imminent avec une Habsbourg – corrélé à d'autres développements, notamment le couronnement de nouveaux souverains européens par Napoléon à Notre-Dame –, d'un nouveau titre d'« Empereur de l'Occident » pour Napoléon, de la création d'une nouvelle cour impériale et de nouvelles institutions (notamment des collèges de rois, de princes et de ducs) et, enfin, d'un échange de trônes entre les rois de Naples et de Saxe¹³. Des bulletins ultérieurs (en particulier ceux du 21 décembre 1809 et du 9 février 1810) indiquaient que l'opinion publique préférait un mariage russe et que la perspective d'un mariage autrichien suscitait des craintes chez ceux qui avaient été impliqués dans la Révolution française – craintes qui, bien qu'infondées, devaient être contrées –, tout en faisant naître chez les Polonais l'espoir d'un rétablissement de leur royaume¹⁴. Le ministre de la Police livra une appréciation particulièrement détaillée dans le bulletin du 21 février 1810, peu après l'annonce du mariage habsbourgeois. Fouché relata le triomphalisme et la joie que la nouvelle avait suscités chez les adhérents de l'Ancien Régime et l'inquiétude qu'elle avait soulevée chez les partisans du nouveau. Le bulletin énumérait encore plusieurs rumeurs qui circulaient alors, notamment concernant l'exil imminent des régicides, le projet d'établir le 21 janvier comme date de commémoration de l'exécution de Louis XVI et les manœuvres opérées par certains pour s'assurer un poste à la cour de Napoléon et de Marie-Louise. Ainsi, selon Fouché, des manigances avaient déjà cours chez des individus et groupes à cheval sur Paris et Vienne calculant comment exercer la plus forte influence. Le nom de

¹³ Joseph Fouché, *La police secrète du premier empire : bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'empereur, nouvelle série*, éd. Ernest d'Hauterive, Paris, R. Clavreuil, 1963-1964, t. V, n° 430, p. 242.

¹⁴ *Ibid.*, n° 475, p. 272 et n° 550, p. 315-316.

l'ancien ministre napoléonien des Affaires étrangères, Charles-Maurice de Talleyrand, fut cité dans ce contexte¹⁵. De manière assez intéressante, ce même bulletin faisait part d'un sentiment d'inquiétude chez les membres de l'administration générale, imputé toutefois à l'expansion du nouveau poste d'auditeur du Conseil d'État – qui, craignaient-ils, risquait d'entraver leur propre montée en grade – plutôt qu'au mariage habsbourgeois. Cette observation alimente néanmoins l'impression d'un régime en mutation mettant plusieurs groupes dans l'incertitude quant à leur futur statut. S'agissant de la population parisienne plus généralement, le rapport indiquait ceci : « [...] elle conserve cependant de fortes préventions contre une princesse autrichienne »¹⁶. Les rapports des semaines suivantes confortèrent en substance cette première appréciation. Celui du 28 février, focalisé sur la situation à Paris, affirmait que les ennemis du gouvernement utilisaient le mariage pour semer l'inquiétude auprès de ceux qui avaient le plus à craindre d'un retour des Bourbons. Parmi ceux-ci se trouvaient les acquéreurs de domaines nationalisés, cible d'une ribambelle de lettres anonymes les menaçant d'expulsion, tant dans la capitale qu'en province¹⁷. Le bulletin du 3 mars revenait sur les rumeurs d'un service religieux expiatoire en mémoire de Louis XVI après l'annulation escomptée du verdict rendu contre lui. Alarmant, le bulletin du 5 mars évoquait une prétendue liste d'expulsion contenant les noms de 150 individus impliqués d'une manière ou d'une autre dans la Révolution, dont ceux de ministres du gouvernement (y compris, sans doute, Fouché) et de l'archichancelier (Jean-Jacques-Régis de Cambacérès)¹⁸.

¹⁵ Concernant Talleyrand, voir : Emmanuel de Waresquiel, *Talleyrand : le prince immobile*, Paris, Fayard, 2003 ; id., *Talleyrand : dernières nouvelles du diable*, Paris, CNRS, 2011.

¹⁶ *Police secrète*, t. V, n° 566, p. 326-327.

¹⁷ Ibid., n° 580, p. 334-335.

¹⁸ Ibid., n° 586, p. 338, et n° 589, p. 339.

La géopolitique de l'alliance matrimoniale franco-autrichienne

Le fait que Napoléon ait choisi une archiduchesse autrichienne eut un goût de défaite pour les membres de son cercle rapproché les plus associés à la Révolution, tels Fouché et Cambacérès¹⁹. Tous deux s'étaient opposés à un mariage autrichien lors des discussions qui avaient précédé la décision formelle de Napoléon d'épouser une Habsbourg, lui préférant la solution alternative la plus crédible : une alliance avec la Russie des Romanov. C'est la position qu'ils avaient défendue lors du fameux conseil extraordinaire convoqué par Napoléon au début de l'année 1810 pour débattre de la question. Selon Talleyrand, qui avait lui aussi pris part au conseil, le soutien de Cambacérès et Fouché au mariage russe tenait à leur passé révolutionnaire, qui les amenait à craindre les Habsbourg davantage que les Romanov. Murat était lui aussi favorable à une Romanov, mais pour une autre raison : selon lui, une prétention des Habsbourg au trône de Naples, qu'il occupait après que Napoléon l'eut nommé roi de cette entité italienne en 1808, risquait de semer le trouble²⁰. Le dernier souverain du royaume de Naples sous l'Ancien Régime, Ferdinand IV, avait en effet été marié à une Habsbourg, Marie-Caroline, et Murat craignait qu'une union entre Napoléon et Marie-Louise, petite-nièce de cette dernière, puisse miner sa propre légitimité à Naples, de même que celle de ses héritiers.

Outre Marie-Louise, l'autre possibilité sérieuse envisagée par le conseil extraordinaire était un mariage avec Anna Pavlovna, grande-duchesse de Russie. Si l'âge d'Anna, qui n'avait

¹⁹ Pour comprendre où se situait Cambacérès dans le firmament napoléonien, voir Pierre-François Pinaud, *Cambacérès 1753-1824*, Paris, Perrin, 1996.

²⁰ Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, *Mémoires du prince de Talleyrand : suivis de 135 lettres inédites du prince de Talleyrand à la duchesse de Bauffremont, 1808-1838*, éd. Emmanuel de Waresquiel, Paris, R. Laffont, 2007, p. 339-341.

alors que quinze ans, jouait en sa défaveur, un obstacle autrement sérieux à une union avec Napoléon venait du côté russe, où l’alliance avec la France scellée à Tilsit en 1807 s’était soldée par de profondes désillusions. Des membres puissants de la haute société saint-pétersbourgeoise et de la cour impériale elle-même honnissaient Napoléon et avaient en horreur le traité de Tilsit, qui subordonnait selon eux les intérêts russes à ceux de la France²¹. Cet élément anti-français était personnifié par l’impératrice douairière, Maria Feodorovna, ainsi que par la sœur aînée d’Anna, la grande-duchesse Catherine Pavlovna. Même après l’assassinat de son mari, le tsar Paul, en 1801, Maria Feodorovna conserva un formidable pouvoir au sein de la cour russe. Quant à Catherine, elle avait été le premier choix de Napoléon dès l’instant où la question de son mariage avec une princesse étrangère pour engendrer un héritier masculin était devenue un sujet sérieux de politique européenne en 1808. Plus grande sœur encore en vie et célibataire d’Alexandre I^{er}, elle se présentait comme une candidate évidente après la signature du traité de Tilsit l’année précédente. La possibilité d’un tel arrangement matrimonial fut abordée à l’automne 1808 à Erfurt, où Napoléon et Alexandre se rencontrèrent pour réaffirmer leur alliance. Leur entrevue se révéla néanmoins un échec, la pléthore de réceptions, excursions, parties de chasse et représentations théâtrales organisées pour les participants laissant peu de place au contenu politique²². Napoléon, dont les forces armées venaient tout juste d’essayer leurs premiers

²¹ Concernant les relations franco-russes dans la période entre Tilsit (1807) et l’invasion de Napoléon (1812), voir, en plus des ouvrages concernant les affaires étrangères précédemment cités : Olivier Varlan, *Caulaincourt : diplomate de Napoléon*, Paris, Nouveau Monde, 2018.

²² Concernant l’importance des entretiens en tête à tête avec Alexandre et leur rôle dans le développement du sommet moderne, voir : Johannes Paulmann, *Pomp und Politik: Monarchenbegegnungen in Europa zwischen Ancien Régime und Erstem Weltkrieg*, Paderborn, F. Schöningh, 2000. Pour un compte rendu contemporain de l’extravagance de Napoléon à Erfurt, voir : Friedrich Justin Bertuch, *Beschreibung der Feierlichkeiten welche bei Anwesenheit von Ihro Majestäten der Kaiser Alexander und Napoleon: und mehrerer*

revers sérieux en Espagne, espérait éblouir le tsar avec un étalage de sa puissance, en particulier grâce à la présence des princes des États formant la confédération du Rhin. Napoléon détenait entre autres titres celui de protecteur de la confédération du Rhin et ces princes lui étaient à l'époque pratiquement subordonnés. Parmi eux se trouvaient des relations du tsar, comme le roi Frédéric I^{er} de Wurtemberg, frère de Maria Feodorovna, précitée, et Charles-Frédéric, grand-duc de Bade, dont la petite-fille était l'épouse d'Alexandre. Si les princes allemands ainsi apparentés aux Russes se servaient de ces liens pour obtenir de Napoléon des faveurs politiques, pareille subordination ne peut qu'avoir encouragé Maria Feodorovna dans sa détermination à faire capoter les desseins d'alliance matrimoniale russe de Napoléon. Il est néanmoins possible qu'Alexandre lui-même fût alors déjà foncièrement opposé au mariage et qu'il ait trouvé dans l'inimitié de sa mère à l'égard de celui-ci une couverture diplomatique idéale pour justifier sa décision de rejeter les avances de Napoléon²³. Quelle qu'en fût la raison précise, la grande-duchesse Catherine coupa l'herbe sous le pied de Napoléon en s'empressant d'épouser le duc Pierre Frédéric Georges d'Oldenbourg. Leur demeure, dans la ville russe de Tver, devint un autre point d'ancrage pour tous ceux qui voyaient une alliance avec Napoléon d'un mauvais œil.

Les mémoires de Fouché suggèrent que le conseil extraordinaire susmentionné de début février 1810 portant sur le mariage de Napoléon n'était autre qu'une mascarade et que

gekrönten Häupter in Weimar und Jena am 6ten und 7ten October 1808 von Sr. Durchlaucht dem Herzoge Carl August von Sachsen-Weimar veranstaltet wurden; nebst einem Überblick Ihrer merkwürdigen Zusammenkunft in Erfurt; mit 5 grossen colorirten und schwarzen Kupfertafeln, Weimar, Verlage der H.S. priv. Landes Industrie Comptoirs, 1809.

²³ Concernant le tsar de Russie, voir : Marie-Pierre Rey, *Alexandre I^{er}*, Paris, Flammarion, 2009.

l'empereur avait en fait déjà pris sa décision²⁴. Exception faite de Charles-François Lebrun, personne ne semble avoir pris au sérieux la candidature de Marie-Auguste de Saxe. Son âge (vingt-sept ans) joua contre elle et son père, Frédéric-Auguste I^{er}, ne jouissait à l'évidence pas de la même importance que l'empereur russe ou autrichien. Marie-Auguste aurait néanmoins disposé de droits sur le trône de Pologne si le territoire venait à être reconstitué sous forme de royaume, une éventualité que les Russes redoutaient grandement. La princesse saxonne avait été nommée « infante de Pologne » dans la constitution polonaise de 1791, un titre qui ne semble toutefois guère avoir pesé dans la balance ou été à même de compenser ses désavantages. Tout cela laissa la voie libre à Marie-Louise, une solution préconisée notamment par Talleyrand. Selon sa propre version des faits, c'est lui en effet qui présenta l'argument décisif en faveur d'une alliance matrimoniale avec les Habsbourg. Sa motivation première, qu'il affirma avoir gardée secrète au conseil, tenait à la nécessité de préserver l'Autriche en tant que grande puissance indépendante. Devant le conseil, il argua plutôt qu'un mariage habsbourgeois permettrait à la France de s'absoudre publiquement du crime d'avoir guillotiné Louis XVI et, surtout, Marie-Antoinette pour promouvoir la « réconciliation européenne » : « Le mot de réconciliation européenne que j'employai plusieurs fois, plaisait à plusieurs membres du conseil, qui en avaient assez de la guerre²⁵. » La version de Talleyrand fut contestée par Hugues-Bernard Maret, secrétaire d'État de Napoléon et donc à bien des égards cheville ouvrière de la bonne marche du gouvernement civil. Maret affirma avoir lui-même pris l'initiative de proposer le mariage autrichien, essentiellement au moyen des mêmes arguments, à savoir qu'une alliance avec les

²⁴ Joseph Fouché, *Mémoires*, Paris, Arléa, 1993, p. 222-223.

²⁵ Talleyrand, *Mémoires*, p. 340-341.

Habsbourg offrirait une meilleure garantie de paix aux niveaux intérieur et international et contribuerait à faire oublier les crimes révolutionnaires²⁶.

Le mariage habsbourgeois et l'intégration du Grand Empire de Napoléon

Aucun des partisans d'un mariage habsbourgeois ne citait spécifiquement l'intégration du Grand Empire français parmi les arguments en faveur de cette solution. Pourtant, l'union de Napoléon et Marie-Louise était particulièrement opportune sur ce plan. Plusieurs régions de l'Empire présentaient des liens historiques avec la dynastie des Habsbourg, lesquels s'étendaient jusqu'aux départements centraux qui constituaient la France bien avant la vague d'annexions amorcée avec le déclenchement des guerres révolutionnaires en 1792. Ainsi notamment des départements formant l'ex-duché de Lorraine. L'avant-dernier duc de Lorraine, François III Stéphane, avait épousé Marie-Thérèse de Habsbourg en 1736, réinstaurant dans les faits la dynastie des Habsbourg (qu'il conviendrait plutôt de nommer « Maison de Habsbourg-Lorraine » à compter de cette date). La Lorraine eut beau être ensuite annexée à la France (en 1766), les loyautés à l'ancienne dynastie demeurèrent, trouvant leur expression en 1810 quand Napoléon épousa l'arrière-petite-fille de François Stéphane. Selon l'un des rapports de Fouché, les discussions sur le mariage à venir qui se tenaient dans l'ancien duché servaient de prétexte pour évoquer le bon vieux temps auquel impôts et conscription étaient épargnés à la population²⁷.

²⁶ Alfred-Auguste Ernouf, *Maret, Duc de Bassano*, Paris, G. Charpentier, 1878, p. 275-277.

²⁷ Bulletin du 17 mars 1810. *Police secrète*, t. 5, n° 607, p. 348.

Des sentiments similaires, quoique plus marqués au vu des liens historiques plus récents, animaient les départements belges nouvellement annexés à l'Empire français²⁸. La plupart appartenaient auparavant aux Pays-Bas autrichiens, territoire périphérique de la monarchie composite des Habsbourg. Bien que parfois tendue, la relation de ce coin d'Europe avec la dynastie des Habsbourg remontait à la fin du XV^e siècle, quand Marie de Bourgogne avait épousé Maximilien I^{er} d'Autriche. Si ce lien fut rompu avec le renversement de la domination autrichienne par l'armée révolutionnaire française au début des années 1790, là encore les anciennes loyautés subsistèrent, notamment à Bruxelles. Dans ses mémoires, Henriette Lucy, marquise de La Tour du Pin Gouvernet, démontre bien l'intensité de ces liens dans la ville, où son époux servit comme préfet napoléonien entre 1808 et 1813. Au sein de la haute société bruxelloise, le ton était alors encore donné par les familles nobles comme les Arenberg, qui n'inclurent pas dans leurs cercles l'élite de la nouvelle administration française. Rappelons que Bruxelles avait joué le rôle de cour vice-royale des Habsbourg avant de passer sous domination française et vécut donc assez mal le fait de se voir réduite au statut de simple chef-lieu départemental. La nomination, en 1808, d'un préfet français lui-même descendant d'une vieille famille noble et dont l'épouse, comme sa mère avant elle, avait servi de dame d'honneur à Marie-Antoinette aida Napoléon à gagner les faveurs des cercles haut placés et pro-Habsbourg de Bruxelles, ce que vint encore faciliter le mariage habsbourgeois de 1810²⁹.

²⁸ Ibid., n° 609, p. 348-349.

²⁹ Henriette Lucie Dillon La Tour du Pin Gouvernet, *Mémoires de la Marquise de la Tour du Pin : Journal d'une femme de cinquante ans (1778–1815) suivis d'extraits inédits de sa correspondance (1815–1846) présentés par son descendant le Comte Christian de Liedekerke Beaufort*, Paris, Mercure de France, 1979, p. 302–308, 310. Au sujet des cinq déplacements de Napoléon en Belgique, y compris celui qu'il entreprit avec Marie-Louise en 1810, voir : Anne Gustave Maison et Paul Van Ypersele De Strihou, *Napoléon en Belgique*, Bruxelles, Racine, 2002.

À en croire les rapports officiels, l'opinion publique était encore plus extatique dans les quatre départements voisins du Rhin (Mont-Tonnerre, Rhin-et-Moselle, Roer, Sarre). Eu égard au sentiment traditionnellement pro-Habsbourg dans la région, il y a tout lieu de croire à la véracité des rapports envoyés par les préfets et la police au moment de l'annonce des noces de Napoléon et Marie-Louise. Ce sentiment était particulièrement prononcé dans les endroits à dominante catholique et dans les anciennes villes impériales comme Aix-la-Chapelle et Cologne, qui, avant la domination française (laquelle débuta *de facto* avec l'occupation de la rive gauche du Rhin en 1794), avaient été directement subordonnées à l'empereur à Vienne. Ces zones faisaient montre d'une grande loyauté à l'ancien Saint-Empire romain (ce qu'on appelle le *Reichspatriotismus*), car il s'y mêlait des notions de sens civique et d'autonomie locale. Étant donné que les Habsbourg monopolisaient la dignité impériale depuis 1438 (à une seule et brève exception près), cette loyauté était aussi inextricablement liée à la dynastie dont était originaire la jeune Marie-Louise. La réaction enthousiaste que leurs noces suscitèrent par exemple à Aix-la-Chapelle n'a donc rien d'étonnant³⁰.

³⁰ Bulletin du 9 mars 1810. *Police secrète*, t. 5, n° 596, p. 344. Pour en savoir plus sur le sentiment pro-Habsbourg en Rhénanie, voir : Michael Rowe, *From Reich to state: the Rhineland in the revolutionary age, 1780-1830*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2003, p. 124, 128, 157, 219, 246, 289. Concernant la Rhénanie napoléonienne plus généralement, voir aussi : Roger Dufraisse, *L'Allemagne à l'époque napoléonienne : questions d'histoire politique, économique et sociale : études de Roger Dufraisse réunies à l'occasion de son 70^e anniversaire par l'Institut Historique Allemand de Paris*, Bonn, Bouvier, 1992.

Le même schéma se répéta dans les régions de la péninsule italienne qui se retrouvèrent sous le contrôle direct de Napoléon après avoir été gouvernées par des Habsbourg³¹. Ce fut particulièrement le cas en Toscane, divisée en trois départements durant la période napoléonienne : l'Arno, la Méditerranée et l'Ombrone. Avant de passer sous domination française, la Toscane fonctionnait en pratique comme un appendice de la monarchie des Habsbourg. Pierre-Léopold, qui régnait sur la région à l'époque de la Révolution française, devint empereur du Saint-Empire romain, puis souverain d'Autriche sous le nom de Léopold II. Son règne sur la Toscane fut marqué par des réformes radicales couvrant l'éventail habituel de domaines politiques qui retenaient l'attention des souverains absolutistes éclairés du XVIII^e siècle : développement économique, vaccin contre la variole, système de justice pénale plus humain, soins de meilleure qualité pour les personnes souffrant de troubles mentaux, etc. Ces réformes, au même titre que ses tentatives moins populaires de subordonner l'Église catholique à l'État, préfigurèrent nombre des changements qui seraient instaurés à un stade ultérieur de la période napoléonienne. Au vu de cet héritage, il n'est guère étonnant que le préfet français à Sienne (chef-lieu de l'Ombrone), Ange Gandolfo, ait indiqué peu après le mariage de Napoléon et Marie-Louise, petite-fille de Pierre-Léopold, que la population restait attachée à la Maison de Habsbourg³².

En dehors des frontières officielles de l'Empire français se trouvait un cercle d'États satellites principalement situés sur les territoires d'Allemagne et d'Italie non directement

³¹ Concernant le royaume d'Italie napoléonien, voir : Alain Pillepich, *Napoléon et les Italiens : République italienne et royaume d'Italie, 1802-1814*, Paris, Nouveau monde éd. Fondation Napoléon, 2003.

³² Bulletin du 5 mai 1810. *Police secrète*, t. 5, n° 695, p. 390.

annexés à la France, qui formaient collectivement le Grand Empire, sur lequel Napoléon exerçait aussi un contrôle considérable. Certains de ces États satellites étaient dirigés par de proches parents de Napoléon : son beau-frère Murat et sa sœur Caroline régnaient sur Naples ; son fils adoptif, Eugène de Beauharnais, était le souverain *de facto* du royaume d'Italie ; et son frère cadet Jérôme était roi de Westphalie. Les autres États satellites conservaient leurs dynasties d'origine. En récompense de leur loyauté, Napoléon leur octroyait des territoires supplémentaires et des garanties sur leur souveraineté, que les empereurs Habsbourg à Vienne avaient menacée par le passé. Ce fut notamment le cas des États de Bade, de Bavière et de Wurtemberg du Sud de l'Allemagne, dont les souverains s'étaient alliés à la France contre l'Autriche pendant la guerre de 1809³³.

Les réactions au mariage habsbourgeois de Napoléon varièrent dans ces États satellites périphériques. Il faut ici faire la distinction entre souverains et sujets : nombre de souverains voyaient ce mariage comme une menace, en ce qu'il risquait de les incorporer à un condominium franco-autrichien plus vaste. C'est en tout cas l'idée qu'en donnait l'une des personnes les mieux à même d'en juger, à savoir Catherine, reine consort de Westphalie. Belle-sœur de Napoléon par son mariage avec Jérôme, elle était aussi l'une des filles du roi Frédéric I^{er} de Wurtemberg et donc, entre autres, cousine germaine du tsar Alexandre I^{er} de Russie³⁴. Elle se trouvait ainsi à cheval sur les réseaux de maisons souveraines d'Europe de l'Ancien Régime et le nouveau tissu bonapartiste d'alliances

³³ Pour un aperçu du Grand Empire de Napoléon, voir : Jean Tulard, *Le Grand Empire 1804-1815*, Paris, Albin Michel, 1982 ; Stuart Woolf, *Napoleon's Integration of Europe*, Londres/New York, Routledge, 1991 ; et Michael Broers, *Europe under Napoleon 1799-1815* [1996], Londres, I. B. Tauris, 2014.

³⁴ Catherine naquit elle-même à Saint-Pétersbourg en 1783, où son père était entré au service de Catherine la Grande avant de finalement revenir dans le Wurtemberg.

familiales. La Westphalie était un tout jeune État, bricolé à partir de territoires du Nord-Est de l'Allemagne ayant pour l'essentiel précédemment appartenu à la Prusse, au Hanovre et à la Hesse. Tant la Westphalie que le Wurtemberg étaient membres de la confédération du Rhin, sorte d'OTAN (ou, plus précisément, de pacte de Varsovie) napoléonienne couvrant tous les États germanophones en dehors de la Prusse et de l'Autriche. Avec la Saxe, la Bavière et la Bade, la Westphalie et le Wurtemberg étaient les membres les plus substantiels de la confédération. Leurs dirigeants aspiraient à préserver la souveraineté de leurs États et résistaient aux tentatives de faire de la confédération une refonte à la française du Saint-Empire romain. Le mariage de Napoléon avec une Habsbourg en 1810 renforçait la probabilité d'un tel scénario, dans lequel la Westphalie, le Wurtemberg et les autres États allemands risquaient d'être étranglés par l'alliance franco-autrichienne. C'est à tout le moins le sentiment qui ressort de la correspondance entre Catherine et son père au moment du mariage. Catherine aurait préféré un mariage russe, peut-être aussi parce qu'elle y voyait un complément opportun aux puissants liens dynastiques entre le Wurtemberg et les Romanov³⁵.

Ces craintes de voir une sorte de Saint-Empire romain se reformer sous une nouvelle dynastie Bonaparte-Habsbourg ne se confirmèrent pas, bien qu'une perspective similaire ne pût être exclue sur le long terme. L'un des plus fervents défenseurs d'une « tierce Allemagne » (c'est-à-dire l'Allemagne sans la Prusse et l'Autriche) renforcée sous hégémonie napoléonienne était Karl Theodor Anton Maria von Dalberg, que Napoléon avait nommé prince primat de la confédération du Rhin, un rôle davantage symbolique que

³⁵ Jacques-Olivier Boudon, *Le roi Jérôme : frère prodigue de Napoléon 1784-1860*, Paris, Fayard, 2008, p. 336-337.

réellement synonyme de pouvoir, et souverain du modeste grand-duché de Francfort. Dalberg venait de l'Ouest de l'Allemagne, des origines étroitement liées à l'ancien Saint-Empire romain et à la *Reichskirche* (ou « Église de l'Empire »), l'un de ses principaux soutiens. Plusieurs membres de sa famille avaient été archevêques-électeurs de Mayence, un poste auquel Karl Theodor accéda lui-même en 1802. Historiquement, les archevêques-électeurs de Mayence servaient d'office comme archichanceliers impériaux, faisant de Mayence l'un des épïcètres de la politique allemande avant que les guerres révolutionnaires françaises anéantissent l'ancien Empire³⁶. La fin de l'Empire prit au dépourvu la noblesse impériale catholique de Rhénanie, à laquelle appartenaient les Dalberg. Une possibilité, que choisit entre autres son plus fameux représentant, Klemens von Metternich, était d'entrer au service de l'Autriche et de se rapprocher des cercles de la noblesse d'Europe centrale. Une autre stratégie, privilégiée par Dalberg, consistait à miser tous ses espoirs sur Napoléon et à œuvrer à la mise en place d'une sorte de nouvelle structure allemande sous ses auspices. Le mariage autrichien de 1810 fit brièvement entrevoir une possible combinaison des deux et l'éventuelle restauration de la liaison entre des centres comme Versailles, Vienne, Bruxelles et Mayence (ou Francfort) – peut-être l'une des raisons pour lesquelles Dalberg avait suggéré une telle union dès janvier 1809³⁷. Napoléon préféra cependant faire confiance aux États allemands individuels qui lui avaient apporté un soutien militaire considérable pendant la guerre de 1809 (et le lui apporteraient

³⁶ T. C. W Blanning, *Reform and Revolution in Mainz 1743-1803*, Londres, Cambridge University Press, 1974.

³⁷ Konrad Maria Färber, *Kaiser und Erzkanzler: Carl von Dalberg und Napoleon am Ende des Alten Reiches*, Regensburg, Mittelbayerische Druckerei- und Verlags-Gesellschaft, 1988, p. 110. Concernant la noblesse catholique de l'Ouest de l'Allemagne, voir : D. Godsey, *Nobles and Nation in Central Europe: Free imperial knights in the Age of Revolution, 1750-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

encore lors de l'invasion de la Russie en 1812). Les espoirs de Dalberg furent réduits à néant et sa position dans le firmament napoléonien marginalisée.

Quant au peuple ordinaire des États satellites, il semble avoir majoritairement réagi avec soulagement à l'annonce du mariage de Marie-Louise et Napoléon, croyant qu'il apporterait la paix, comme les agents de Fouché le rapportèrent de l'Empire autrichien et d'Allemagne³⁸. Hormis dans les anciens territoires prussiens qui le composaient, l'opinion publique du grand-duché de Berg réagit positivement à la nouvelle, à en croire en tout cas les mémoires de Jacques-Claude Beugnot, administrateur de cet État satellite napoléonien. Dans d'autres régions, historiquement liées aux Habsbourg, le mariage à venir ouvrait pour ceux qui se trouvaient au service de l'Autriche une possibilité de retour au pays, voire (de façon certes moins plausible) de fraternisation entre soldats français et vétérans autrichiens. Le constat de Beugnot selon lequel l'Autriche avait fourni une performance suffisamment impressionnante durant la guerre de 1809 pour préserver le prestige de l'empereur Habsbourg dans cette partie d'Allemagne est néanmoins plus vraisemblable³⁹.

Le mariage habsbourgeois et la coalition antinapoléonienne

L'évocation par Beugnot d'une opposition pro-prussienne met en lumière les divisions que le défi napoléonien creusa dans l'Europe germanophone et que symbolisent les réactions divergentes à l'alliance matrimoniale. Pour la Prusse et pour ceux qui, en Allemagne, cherchaient leur souverain davantage du côté de Berlin que de celui de Vienne, le mariage

³⁸ Voir par exemple le bulletin du 28 février 1810. *Police secrète*, t. 5, n° 579, p. 334.

³⁹ Jacques-Claude Beugnot, *Mémoires du comte Beugnot, ancien ministre*, Paris, E. Dentu, 1866, p. 361-362.

autrichien ne pouvait apparaître autrement que comme une menace. Alors que l’alliance franco-autrichienne initiale de 1756 avait largement ciblé la Prusse, la Révolution française conduisit à une inversion des alliances : la Prusse et l’Autriche rabibochèrent leurs différends (traité de Reichenbach, 27 juillet 1790) pour combattre la France en alliées lors des premières phases des guerres révolutionnaires. La relation entre la Prusse et l’Autriche demeurait toutefois construite sur des méfiances et des divergences qui furent exhumées en 1795, quand la Prusse scella avec la France un traité de paix distinct qui durerait jusqu’en 1806⁴⁰. Si, selon l’historiographie nationaliste allemande ultérieure, ce fut la Prusse qui prit les rênes de la confrontation contre les Français à l’orée du XIX^e siècle, l’Autriche s’avéra l’ennemi le plus coriace pendant la majeure partie des guerres révolutionnaires et napoléoniennes, continuant de combattre la France même après le retrait de la Prusse en 1795. Les Habsbourg conclurent une trêve de courte durée en 1797, avant de s’attaquer à nouveau à la France durant les guerres de la Deuxième (1799-1801) et de la Troisième (1805) Coalitions. La Prusse faillit se rallier à l’Autriche et à la Russie dans cette dernière guerre, mais se rétracta après l’annonce de la victoire décisive de Napoléon à Austerlitz (2 décembre 1805). Isolée, ses intérêts de plus en plus ignorés par Napoléon, la Prusse affronta seule la France en 1806 et subit une défaite cataclysmique lors des batailles d’Iéna et d’Auerstaedt, qui eurent toutes deux lieu le 14 octobre 1806. Bien que la Russie vînt renforcer ses rangs à un stade ultérieur du conflit (guerre de la Quatrième Coalition), la Prusse en ressortit amputée de la moitié de son territoire, soumise à l’occupation française et contrainte au paiement de réparations exorbitantes⁴¹.

⁴⁰ T. C. W Blanning, *The French Revolutionary Wars 1787-1802*, Londres, Arnold, 1996.

⁴¹ Pour un excellent compte rendu des turbulences que traversa la Prusse pendant la période napoléonienne, voir : Thomas Stamm-Kuhlmann, *König in Preussens grosser Zeit: Friedrich Wilhelm III, der Melancholiker auf dem Thron*, Berlin, Siedler, 1992 ; concernant la

Au regard de cette addition d'échecs et de défaites, il est peu surprenant que de nombreux Allemands aient davantage compté sur l'Autriche des Habsbourg que sur la Prusse des Hohenzollern pour les libérer du joug napoléonien. Les historiens d'aujourd'hui doutent que le nationalisme, au sens moderne du terme, ait infiltré de vastes franges de la société allemande au début du XIX^e siècle ou que cette nouvelle idéologie ait supplanté des loyautés dynastiques, régionales et confessionnelles plus anciennes⁴². Néanmoins, en 1809, on commença à observer chez certains intellectuels, hommes d'État et militaires un sens croissant d'une identité allemande, qui se définissait dans une vaste mesure par une hostilité à la France. Le gouvernement autrichien de Johann Philipp von Stadion chercha pour la première fois à exploiter activement cette humeur ambiante lorsqu'il lança sa campagne militaire contre Napoléon au mois d'avril de la même année. Il s'assura notamment à cette fin les services d'écrivains influents tels que Friedrich Schlegel. La guerre de 1809 connut effectivement quelques soulèvements sporadiques contre l'ordre napoléonien en Allemagne, en particulier dans le Tyrol d'Andreas Hofer. Napoléon prit lui-même la mesure des périls de ce sentiment nationaliste le 13 octobre 1809, quand un jeune homme du nom de Friedrich Staps tenta de l'assassiner pendant son séjour au palais de Schönbrunn. Ce fut précisément cette tentative d'assassinat qui fit prendre conscience à Napoléon de sa propre mortalité et du besoin d'engendrer un héritier apte à assurer la continuité de son régime. Cependant, aucun de ces exemples de résistance populaire, pas

paralysie dans la prise de décisions de la Prusse avant la guerre de 1806, voir : Brendan Simms, *The Impact of Napoleon: Prussian high politics, foreign policy and the crisis of the executive 1797-1806*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

⁴² Il existe une littérature abondante sur l'émergence du nationalisme allemand durant cette période. Pour une analyse particulièrement pointue, voir : Jörg Echternkamp, *Der Aufstieg des deutschen Nationalismus 1770-1840*, Francfort-sur-le-Main/New York, Campus, 1998.

même la vaste opération amphibie britannique de Walcheren, ne parvint à sauver l'Autriche de Napoléon. Klemens von Metternich, qui succéda à Stadion au poste de ministre des Affaires étrangères et d'architecte de la politique autrichienne après la défaite subie pendant la guerre, était bien plus sceptique quant à la capacité de la résistance populaire à réussir là où tant la diplomatie traditionnelle que les armées régulières avaient échoué. Ce fut sous ses auspices que, du côté autrichien, l'alliance matrimoniale avança vers une issue favorable⁴³.

Pour les nationalistes allemands, de même que pour le petit cercle d'hommes d'État européens actifs opposés à Napoléon, ce mariage représentait un retour en arrière. Personne n'était aussi féroce opposé à l'hégémonie française en Allemagne que Heinrich Friedrich Karl vom Stein. Stein est surtout connu pour les réformes importantes qu'il amorça en Prusse durant son bref mandat de ministre-président de 1807 à 1808. Ouvertement hostile à Napoléon, Stein fut encouragé par le soulèvement populaire espagnol contre la domination française qui éclata à Madrid en mai 1808 avant de se propager rapidement au reste du royaume. Malheureusement pour lui, les agents de Napoléon eurent vent de ses indiscretions et l'empereur français contraignit le roi Frédéric-Guillaume III de Prusse à le démettre de ses fonctions. Stein s'exila en Autriche où il trouva refuge ; il se retrouva ainsi aux premières loges de la guerre de 1809 et de la diplomatie qui suivit immédiatement⁴⁴. Stein jugeait monstrueux le mariage entre Marie-Louise et

⁴³ Wolfram Siemann, *Metternich: Stratege und Visionär*, Munich, C. H. Beck, 2016, p. 269-273, 285-286, 329-338.

⁴⁴ Pour une analyse des réseaux antinapoléoniens qui émergèrent en Allemagne à cette époque, voir : Gérard Hertault et Abel Douay, *Franc-maçonnerie et sociétés secrètes contre Napoléon : naissance de la nation allemande*, Paris, Nouveau monde éd. Fondation Napoléon, 2005.

Napoléon : « C'est l'association de la force à la faiblesse », écrivit-il dans un style strident caractéristique, « de l'astuce la plus insidieuse, la plus immorale à la bonhomie, d'une activité turbulente à la marche flegmatique et méthodique, cette réunion monstrueuse doit se dissoudre, ou le mouvement de l'une des parties sera purement subordonné et concourant finalement à sa propre perte. » Quant aux effets du mariage en Allemagne plus généralement, Stein estimait qu'il y produisait une impression très sinistre, que nul ne le cautionnait et qu'on y voyait plutôt la soumission d'un régime (autrichien en l'occurrence) considéré jusqu'alors comme un point d'appui unique pour les personnes « sensées » (celles qui, comme lui, s'opposaient à la domination française). Il n'y avait pas non plus la moindre preuve que l'Autriche avait tiré ou tirerait un quelconque bénéfice du sacrifice de l'archiduchesse ; ainsi le mariage n'avait-il même pas su empêcher l'exécution d'Andreas Hofer⁴⁵.

Le sentiment de Stein était pleinement partagé par son correspondant, autre farouche opposant de Napoléon et, comme l'empereur, originaire de Corse : Carlo Pozzo di Borgo. La haine que ce dernier nourrissait à l'égard de Napoléon remontait aux années 1790, quand les Bonaparte avaient apporté leur soutien à une faction politique adverse, forçant Pozzo à fuir en Grande-Bretagne, puis en Autriche. Il finit par entrer au service de la Russie ; Stein lui emboîta le pas un peu plus tard. Non sans clairvoyance, Pozzo prédit que la décision de Napoléon d'épouser une Habsbourg plutôt qu'une Romanov aurait notamment pour effet

⁴⁵ Stein à Pozzo di Borgo, 16 avril 1810. Karl vom und zum Stein, *Freiherr vom Stein: Briefe und amtliche Schriften*, t. 3, *In Brünn und Prag. Die Krise d. Jahres 1811. In Moskau u. Petersburg. Die grosse Wendung (1809 - 1812)* éd. Erich Botzenhart, Stuttgart, Kohlhammer, 1961, p. 304-306.

de déclencher une guerre entre la France et la Russie dans les deux ans⁴⁶. Il est intéressant de noter que son pressentiment trouva écho dans certains des « bavardages » diplomatiques que suscita l'annonce du mariage habsbourgeois et que glanèrent les agents de Fouché avant de les transmettre à Napoléon. Ces derniers rapportèrent par exemple que le prince Louis von Starhemberg, ancien ambassadeur d'Autriche à Londres, prédisait une guerre entre la France et la Russie, à la différence près qu'elle surviendrait selon lui en moins d'un an⁴⁷.

Contrairement à la piste Romanov, le choix des Habsbourg accroissait effectivement la probabilité d'une guerre franco-russe, en ce qu'il symbolisait la faillite de l'accord conclu entre Napoléon et Alexandre à Tilsit en 1807. Cet état de fait n'échappa pas aux observateurs contemporains. Pourtant, la machine de propagande bien huilée de Napoléon vanta avant tout le mariage habsbourgeois comme un moyen de restaurer la paix en Europe. Ce fut le principal élément mis en avant dans les nombreux comptes rendus officiels du mariage ainsi que dans la couverture de presse au sens large. Il figura aussi et surtout dans l'iconographie adoptée lors des diverses cérémonies ayant accompagné la progression de Marie-Louise depuis Braunau jusqu'au palais de Compiègne, où Napoléon l'accueillit le 27 mars, et culminant par leur entrée commune à Paris, où leur « second mariage » fut célébré le 2 avril⁴⁸. Ces promesses de paix et de prospérité qui ornaient les monuments

⁴⁶ Pozzo di Borgo à Stein, 6 mars 1810. Ibid., p. 279-282.

⁴⁷ Bulletin du 14 février 1810. *Police secrète*, t. 5, n° 557, p. 319-320.

⁴⁸ Voir : C. Percier et P. F. L. Fontaine, *Description des cérémonies et des fêtes qui ont eu lieu pour le mariage de S. M. l'empereur Napoléon avec S. A. I. Madame l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche*, Paris, Impr. de P. Didot l'aîné, 1810 ; et, pour la ville de Gand spécifiquement : Liévin Amand Marie de Bast, *Description de l'arc de triomphe, érigé par la Société de commerce de Gand, à l'occasion du mariage de LL. MM. II. et RR. Napoléon Premier et Marie-Louise d'Autriche et de leur entrée dans la ville de Gand, le 17 mai 1810, de*

publics et les arcs de triomphe construits expressément pour le mariage étaient toutefois illusoires. Les relations entre la France et la Russie se détériorèrent tout au long de l'année 1810, une situation qu'aggrava encore l'union avec Marie-Louise, en partie parce qu'elle mettait au jour la fracture entre Napoléon et le tsar Alexandre. Les divergences sous-jacentes entre les deux souverains étaient d'une nature géopolitique plus profonde : leurs désaccords concernant le sort de l'Empire ottoman et de la Pologne, mais surtout la détermination de Napoléon à faire adhérer la Russie au système continental ciblant la Grande-Bretagne précipitèrent leur rupture définitive. Une fois ces divisions rendues publiques, il fut plus difficile pour chacune des parties de faire des compromis. Il convient toutefois de ne pas exagérer l'importance de la politique dynastique : ses limites, durant cette période, se manifestèrent notamment en 1813, quand, après avoir adopté une position neutre dans ce qui deviendrait la guerre de la Sixième Coalition, l'Autriche décida au mois d'août de se rallier à la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie et la Suède. Ce revirement décisif conduisit à la défaite et à l'exil de Napoléon l'année suivante. La politique à Vienne était donc bel et bien dictée par les intérêts géopolitiques autrichiens et non par le destin de Marie-Louise⁴⁹.

Au vu de tous ces éléments, on en vient à s'interroger sur les raisons ayant poussé Napoléon à épouser Marie-Louise. Tout indique qu'elle n'était pas son premier choix : sa préférence allait à une alliance avec les Romanov, dans l'espoir que celle-ci lierait la Russie à une

la composition de P. J. J. Tiberghien ... précédée d'une notice biographique sur ce célèbre artiste, et ornée de son portrait, Gand, impr. de P. F. de Goesin-Verhaeghe, 1811.

⁴⁹ Siemann, *Metternich*, p. 389-439.

coalition qui aurait isolé la Grande-Bretagne. On a cependant peine à croire que la Russie aurait agi différemment de l'Autriche et laissé le côté sentimental d'une alliance matrimoniale aiguiller sa politique plutôt que de la fonder sur une évaluation dépersonnalisée de ses intérêts. Après tout, tant le XVIII^e que le XIX^e siècle foisonnent d'exemples de guerres entre monarques plus ou moins étroitement apparentés. Même les liens dynastiques étroits entre la France et l'Espagne (qui seraient formellement consacrés dans le pacte de famille des Bourbons) ne parvinrent pas à empêcher un conflit entre les deux puissances pendant la guerre de la Quadruple-Alliance (1718-1720). On peut donc se demander si, avec sa mentalité clanique héritée de sa Corse natale, Napoléon avait surestimé la capacité des liens dynastiques à asseoir la position de l'empire français dans le système étatique européen.

En un sens, l'adoption d'une forme plus monarchique facilita la conduite de la politique étrangère dans ce système qui, après l'abolition de républiques telles que celles de Gênes et Venise, était en fait plus monarchique que jamais. Des représentants de la toute jeune République américaine envoyés en Europe à cette époque eurent des difficultés à s'intégrer à cette culture de cour qui polissait les relations entre États⁵⁰. Un arrangement matrimonial avec une dynastie comme les Habsbourg pouvait être présenté de manière à peu près plausible comme facilitant la réintégration de la France dans le système étatique européen.

Ce mode de pensée fut aussi appliqué aux affaires intérieures de la France : déçu par les

⁵⁰ Robert Ralph Davis, « Diplomatic Plumage: American Court Dress in the Early National Period », *American Quarterly*, 1968/20, p. 164-179. Concernant l'importance du cérémoniel et du protocole dans la conduite de la politique tant intérieure qu'étrangère durant cette période, voir : Michael Rowe, « Die Sichtbarkeit der Macht: Symbolische Präsentation von Herrschaft im napoleonischen Kaiserreich », *Historische Zeitschrift*, 2012/295, p. 358-389. Concernant la cour de Napoléon, voir : Jacques-Olivier Boudon, *La cour impériale sous le Premier et le Second Empire*, Paris, Éditions SPM, 2016.

abstractions philosophiques de la Révolution française, le régime napoléonien préféra revenir à des stratégies éprouvées pour gagner la loyauté de ses sujets, en misant notamment sur des cérémonies ostentatoires destinées à éblouir et sur un protocole établissant des balises claires entre gouvernants et gouvernés⁵¹. Napoléon et ses collaborateurs cherchèrent à cimenter le régime en l'appuyant sur des distinctions et des hiérarchies censées mieux structurer la société française. Les liens familiaux, plutôt que l'idéologie, acquirent ainsi une nouvelle importance à l'égard notamment de la nomination à des fonctions publiques de haut rang telles que celles de préfet ou d'auditeur du Conseil d'État. Le problème était que le cérémoniel, le protocole et même l'ascendance pouvaient difficilement dissimuler les origines du régime napoléonien et *a fortiori* sa nature profonde. Force est donc de conclure que l'accointance de Napoléon avec l'ancien régime d'Europe, dont il fut fait étalage lors de la cérémonie de Braunau et à travers l'adhésion à une forme rigoureuse de protocole, relevait purement et simplement de l'illusion. Plutôt que ses rivaux, ce fut en vérité lui-même que ces anciens attributs monarchiques aveuglèrent.

Michael Rowe

King's College London

⁵¹ Concernant la cérémonie monarchique la plus spectaculaire de toutes celles organisées par le régime de Napoléon (le sacre de 1804), voir : Jean Tulard, *Le sacre de l'empereur Napoléon : histoire et légende*, Paris, Fayard : Éditions de la Réunion des musées nationaux, 2004.